Conto corrente con la posta — Anno 88° — Numero 144

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA
REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA — Roma - Venerdì, 27 giugno 1947 — SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONI DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 80-033 841-737 850-144

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1947

LEGGI E DECRETI

LEGGE 16 maggio 1947, n. 512.

Approvazione dell'Accordo tra il Governo italiano ed il Governo egiziano circa il risarcimento dei danni subiti dall'Egitto per effetto delle operazioni militari svoltesi nel suo territorio ed il dissequestro dei beni italiani in Egitto.

IL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO

Ha sanzionato e promulga la seguente legge approvata dall'Assemblea Costituente:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo concluso a Parigi il 10 settembre 1946 tra il Governo italiano ed il Governo egiziano circa il risarcimento dei danni subìti dall'Egitto per effetto delle operazioni militari nel suo territorio e il dissequestro dei beni italiani in Egitto.

Art. 2.

L'onere del primo versamento di un milione di lire egiziane, previsto dagli scambi di note effettuati a Parigi in occasione della firma dell'Accordo, è assunto direttamente dallo Stato.

Art. 3.

Il Ministro per le finanze e il tesoro è autorizzato ad iscrivere in bilancio la spesa occorrente per l'esecuzione dell'Accordo.

Art. 4.

La presente legge entra in vigore il giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 16 maggio 1947

DE NICOLA

DE GASPERI — SFORZA — CAMPILLI — VANONI

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI

Accordo e scambi di note tra l'Italia e l'Egitto (Parigi, 10 settembre 1946)

ACCORD

Le Gouvernement italien et le Gouvernement Egyptien, désireux de voir régler les réparations des dommages subis par l'Egypte par suite d'opérations militaires sur son territoire, ainsi que certaines questions relatives aux mesures prises par le Gouvernement égyptien concernant les biens, droits et intérêts italiens en Egypte, ont décidé de conclure un accord à cet effet et ont désigné:

Le Gouvernement italien Son Excellence Ivanoe Bonomi, *Président de la Délégation italienne à la Conférence de Paris*,

Le Gouvernement égyptien Son Excellence Wacyf Ghali Pacha, *Président de la Délégation égyptienne à la Conférence de Paris,*
lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1er

Le Gouvernement italien s'engage à verser au Gouvernement égyptien la somme de livres égyptiennes 4.500.000 (quatre millions et demi), à titre d'indemnisation des dommages subis par l'Egypte du fait des operations de guerre sur son territoire.

Art. 2.

Le Gouvernement italien reconnait en outre et prend à sa charge les prélèvements effectués par le Gouvernement égyptien sur les biens italiens placés sous séquestre et s'élevant à livres égyptiennes 2.172.735 et principalement employés pour donner assistance aux ressortissants italiens nécessiteux ainsi que pour venir en aide aux écoles et institutions philantropiques italiennes, d'après l'annexe au présent Accord.

Art. 3.

Le Gouvernement italien renonce, en son nom et au nom de ses ressortissants, à toute réclamation concernant les mesures exceptionnelles de guerre, prises par le Gouvernement égyptien, y compris les mesures visées à l'article 2, concernant les biens, droits et intérêts italiens en Egypte.

Art. 4.

Sous réserve des dispositions de l'article 5, le Gouvernement égyptien s'engage à lever, au moment de l'entrée en vigueur du présent Accord, le séquestre des biens italiens en Egypte et à restituer ces biens à leurs propriétaires.

Art. 5.

Le Gouvernement égyptien maintiendra le séquestre sur une partie des biens italiens en Egypte, pour une valeur correspondant à la somme déterminée à l'article premier. Tout paiement ultérieur libérera une partie des biens italiens d'une valeur équivalente à la somme payée. La levée du séquestre aura lieu d'après la législation égyptienne.

Art. 6.

Le Gouvernement italien s'engage à indemniser le Gouvernement égyptien et ses ressortissants des dommages subis par eux en Italie.

Art. 7.

Le Gouvernement italien s'engage à lever toutes les mesures restrictives existant envers les ressortissants égyptiens ou sur leurs biens en Italie.

Art. 8.

Le Gouvernement égyptien, dans un esprit de conciliation et désireux d'aider au relèvement économique de l'Italie, renonce en son nom et au nom de ses ressortissants à toutes autres réclamations résultant de la guerre, envers l'Italie.

Art. 9.

Le présent Accord sera ratifié par les deux Gouvernements et entrera en vigueur au moment de l'échange des ratifications, qui aura lieu au Caire aussitôt que possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont apposé leur signature.

Fait à Paris, en français, en deux originaux, ce 10 septembre 1946.

Pour l'Italie — IVANOE BONOMI

Pour l'Egypte — WACYF GHALI PACHA

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

ANNEXE

Les sommes déjà prélevées sur les fonds liquides italiens sous séquestre, visées par l'article 2 de l'Accord, sont les suivantes:

a) assistance aux ressortissants italiens nécessiteux (par les soins de la Légation de Suisse)	L.eg.	1.648.265
b) assistance aux italiens nécessiteux (par les soins du Ministère de l'intérieur pour l'achat de vêtements)	»	14.329
c) subventions aux écoles et aux hôpitaux italiens	»	119.137
d) echange des lires italiennes mises en circulation dans l'oasis de Siwa lors de son occupation . . .	»	1.004
e) secours aux victimes des raids aériens	»	390.000
Total . . .	L.eg.	2.172.735

Paris, le 10 septembre 1946.

Monsieur le Président,

Au moment de la signature de notre Accord, je tiens à Vous déclarer que le Gouvernement italien apprécie l'attitude amicale de l'Egypte envers l'Italie, et qu'il considère comme un but essentiel de sa politique le rétablissement des relations traditionnelles d'amitié italo-égyptiennes.

Me référant au texte de l'Accord, j'ai l'honneur de Vous faire, au nom de mon Gouvernement, la déclaration suivante:

1. Le Gouvernement italien autorise le Gouvernement égyptien à prélever sur les fonds liquides italiens sous séquestre la somme d'un milion de livres égyptiennes, à titre d'avance sur les paiements visés à l'article premier.

Le restant de la somme que le Gouvernement italien doit verser, soit trois millions et demi de livres égyptiennes, sera payé dans un délai de cinq ans à partir de l'entrée en vigueur de l'Accord, soit sous forme de livraison de marchandises italiennes soit en espèce ou en titres ou en participation aux entreprises italien-

nes en Egypte, selon les modalités qui seront établies dans un accord ultérieur à intervenir entre les deux Gouvernements dans un délai de trois mois.

2. La Représentation italienne au Caire présentera à titre consultatif au Gouvernement égyptien ses propositions, en vue de faciliter la tâche du Gouvernement égyptien relativement à la levée du séquestre des biens italiens.

3. Le Gouvernement égyptien ayant prélevé sur les fonds italiens la somme de livres égyptiennes 1004 en échange des lires italiennes mises en circulation dans l'oasis de Siwa pendant l'occupation italienne, restituera les dites devises italiennes au Gouvernement italien.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

IVANOE BONOMI

A Son Excellence Wacyf GHALI PACHA
Président de la Délégation égyptienne
à la Conférence de Paris

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Paris, le 10 septembre 1946.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de Votre lettre du 10 septembre, par laquelle, après avoir donné votre appréciation de l'attitude amicale de l'Egypte envers l'Italie et souligné que le but essentiel de la politique du Gouvernement italien est le rétablissement des relations traditionnelles d'amitié italo-égyptiennes, vous avez bien voulu me faire au nom de votre Gouvernement la déclaration suivante:

« 1. Le Gouvernement italien autorise le Gouvernement égyptien à prélever sur les fonds liquides italiens sous séquestre la somme d'un million de livres égyptiennes, à titre d'avance sur les paiements visés à l'article premier.

Le restant de la somme que le Gouvernement italien doit verser, soit trois millions et demi de livres égyptiennes, sera payé dans un délai de cinq ans à partir de l'entrée en vigueur de l'Accord, soit sous forme de livraison de marchandises italiennes soit en espèce ou en titres ou en participation aux entreprises italiennes en Egypte, selon les modalités qui seront établies dans un accord ultérieur à intervenir entre les deux Gouvernements dans un délai de trois mois.

2. La Représentation italienne au Caire présentera à titre consultatif au Gouvernement égyptien ses propositions, en vue de faciliter la tâche du Gouvernement égyptien relativement à la levée du séquestre des biens italiens.

3. Le Gouvernement égyptien ayant prélevé sur les fonds italiens la somme de livres égyptiennes 1004 en échange des lires italiennes mises en circulation dans l'oasis de Siwa pendant l'occupation italienne, restituera les dites devises italiennes au Gouvernement italien ».

En Vous marquant mon accord sur les trois points précités et en vous remerciant pour votre précieuse appréciation touchant l'attitude de l'Egypte envers l'Italie, il m'est agréable de vous dire encore une fois que, désireux de voir régler les questions engendrées par la guerre entre nos deux Pays, nous sommes sûrs que l'Accord que nous venons de signer permettra d'asseoir nos rapports sur une base normale de franche collaboration et de renouer encore, entre nos deux Démocraties les liens d'amitié qui nous unissaient.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

WACYF GHALI PACHA

A Son Excellence Ivanoe BONOMI
Président de la Délégation italienne
à la Conférence de Paris

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Paris, le 11 septembre 1946.

Monsieur le Président,

Me référant à l'Accord signé entre nous le 10 septembre, j'ai l'honneur de Vous faire connaître qu'il est entendu que la somme de livres égyptiennes 4.500.000 due par le Gouvernement italien sera payée de la façon suivante:

— 1 million de livres égyptiennes sera prélevé sur les fonds liquides sous séquestre;

— le reste (livres égyptiennes 3.500.000) sera payé soit en marchandises soit en participations du Gouvernement égyptien en entreprises et établissements italiens en Egypte.

Les catégories de marchandises, après avoir été acceptées par le Gouvernement égyptien, devront être livrées au fur et à mesure des commandes et dans un laps de temps ne dépassant pas cinq ans à partir de la ratification de l'Accord. Les prix des marchandises seront fixés en livres sterling suivant le cours mondial.

La détermination des entreprises et établissements dans lesquels le Gouvernement égyptien voudra participer ainsi que la fixation de leur valeur et l'importance de la participation devront être acceptées par le Gouvernement égyptien.

Les modalités d'exécution de cette partie de l'Accord feront l'objet d'un Accord ultérieur.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

IVANOE BONOMI

A Son Excellence Wacyf GHALI PACHA
Président de la Délégation égyptienne
à la Conférence de Paris

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Paris, le 11 septembre 1946.

Monsieur le Président,

Par lettre en date du 11 septembre Vous nous avez fait savoir ce qui suit:

« Me référant à l'Accord signé entre nous le 10 septembre, j'ai l'honneur de Vous faire connaître qu'il est entendu que la somme de livres égyptiennes 4.500.000 due par le Gouvernement italien, sera payé de la façon suivante:

— 1 million de livres égyptiennes sera prélevé sur les fonds liquides sous séquestre;

— le reste (livres égyptiennes 3.500.000) sera payé soit en marchandises soit en participations du Gouvernement égyptien en entreprises et établissements italiens en Egypte.

Les catégories de marchandises, après avoir été acceptées par le Gouvernement égyptien, devront être livrées au fur et à mesure des commandes et dans un laps de temps ne dépassant pas cinq ans à partir de la ratification de l'Accord. Les prix des marchandises seront fixés en livres sterling suivant le cours mondial.

La détermination des entreprises et établissements dans lesquels le Gouvernement égyptien voudra participer ainsi que la fixation de leur valeur et l'importance de la participation devront être acceptées par le Gouvernement égyptien.

Les modalités d'exécution de cette partie de l'Accord feront l'objet d'un Accord ultérieur ».

J'ai l'honneur de Vous faire savoir que je suis d'accord avec Vous, sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

WACYF GHALI PACHA

A Son Excellence IVANOE BONOMI
Président de la Délégation italienne
à la Conférence de Paris

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

RELAZIONE e DECRETO DEL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO 25 giugno 1947, n. 513.

Amnistia e indulto per reati commessi in relazione con vertenze agrarie.

Relazione del Ministro Guardasigilli al Capo provvisorio dello Stato sul decreto 25 giugno 1947, riguardante l'amnistia e l'indulto per reati commessi in relazione con vertenze agrarie.

Al Capo provvisorio dello Stato,

Le controversie, individuali o collettive, sorte nel campo agrario in occasione della esecuzione di contratti di mezzadria, propria o impropria, di colonia parziaria o di affitto di fondi rustici, hanno determinato vivi ed inevitabili contrasti fra le parti interessate, i quali spesso hanno interferito pure nel campo della legge penale. Ora che tali controversie, in seguito al provvido intervento del Governo con il decreto legislativo 27 maggio 1947, n. 495, e con i raggiunti accordi mezzadrili, si vanno pacificamente risolvendo, appare necessario un atto di clemenza, il quale, mettendo in oblio i fatti colpiti dalla legge penale, ridoni la calma e la tranquillità nelle campagne ed assicuri la concorde cooperazione di tutte le forze agricole per la più intensa produzione, quale è richiesta dalle imperiose esigenze del Paese.

Sulla base di tali criteri di ordine generale con il presente decreto viene concessa amnistia — art. 1 — per tutti i reati da chiunque commessi in relazione con controversie, individuali o collettive, che siano sorte nella esecuzione di contratti di mezzadria, propria o impropria, di colonia parziaria o di affitto di fondi rustici, per la ripartizione dei prodotti o per la definizione di ogni altro rapporto.

Nella formula generale adottata dall'art. 1 rimangono così compresi anche i fatti di omessa consegna dei prodotti al proprietario o ad altro avente diritto, i quali abbiano rivestito gli estremi di ipotesi delittuose prevedute dalla legge penale, quale sia stata la figura giuridica da essi concretamente assunta, come, ad esempio, furto, appropriazione indebita, esercizio arbitrario delle proprie ragioni.

Non bastava tuttavia, al fine di ottenere la piena pacificazione nelle classi sociali interessate, contemplare nel decreto di indulgenza i fatti commessi in relazione con i fini suindicati, poichè lateralmente a tali fatti, ma in connessione con essi, ne sono avvenuti altri, i quali, per lo stesso nesso che li ha legati ai primi, richiedono un generoso perdono. A ciò provvede l'art. 2 del decreto, il quale estende l'amnistia ai reati connessi con quelli considerati nel precedente art. 1, quando appunto intercorra fra di essi quel rapporto di connessione, che è contemplato dall'art. 45, n. 2, del Codice di procedura penale.

Per quanto largamente concepito, l'atto di amnistia doveva tuttavia evitare che in esso potessero comprendersi fatti di superiore gravità, i quali eccedono i limiti, anche più benevolmente intesi, di una accesa difesa di interessi personali o di categoria ed assumono piuttosto il carattere di una delinquenza comune. E' stato perciò stabilito — art. 3 — che restano esclusi dall'amnistia i reati per i quali la legge stabilisce una pena detentiva, la quale superi nel minimo i quattro anni.

Il decreto stabilisce poi — art. 4 — i criteri che si devono seguire per il computo della pena ai fini dell'applicazione dell'amnistia.

I reati esclusi dall'amnistia, ai sensi dell'art. 3, non sono però privi di qualsiasi indulgenza, poichè per essi il decreto concede — art. 5 — l'indulto, il quale è stato concepito in guisa da potere attenuare notevolmente il rigore della legge penale nel caso di condanna. Questo indulto, come in casi analoghi, è soggetto, per ovvie ragioni di prevenzione sociale, alla revoca — art. 6 — qualora il beneficiato commetta, entro cinque anni dalla data di entrata in vigore del decreto, un delitto non colposo, punibile con pena detentiva superiore nel massimo ad un anno: la norma è identica a quella accolta nell'art. 12 del decreto di amnistia 22 giugno 1946, n. 4.

Sempre nell'intento della più larga pacificazione sociale, il decreto, per l'applicazione dei benefici da esso conceduti, stabilisce — art. 7 — che non si debba tener alcun conto dei precedenti penali dell'imputato o del condannato, salvo che si tratti — e non occorre soffermarsi per mettere in evidenza le ragioni che consigliano tale esclusione — di delinquenti abituali, professionali o per tendenza, giusta l'art. 151, comma 5, del Codice penale.

Il decreto riconferma infine — art. 8 — il principio, già accolto nei più recenti atti di amnistia, che questa non si applica qualora l'interessato dichiari di non volerne usufruire.

Chiude il provvedimento la norma dell'art. 9, il quale determina la data della sua entrata in vigore e quella a cui si devono riferire, in ordine di tempo, i fatti che formano oggetto dell'amnistia e dell'indulto.

Il Ministro per la grazia e giustizia
GRASSI

IL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO

Visto l'art. 8 dello Statuto;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Ministro per la grazia e giustizia;

Decreta:

Art. 1.

E' concessa amnistia per i reati commessi in relazione con controversie individuali o collettive, insorte nell'esecuzione di contratti di mezzadria propria o

impropria, di colonia parziaria o di affitto di fondi rustici, per la ripartizione dei prodotti o per la definizione di ogni altro rapporto.

Art. 2.

L'amnistia è estesa ai reati connessi, ai sensi dell'art. 45, n. 2, del Codice di procedura penale.

Art. 3.

L'amnistia non si applica ai reati preveduti negli articoli precedenti nei casi in cui per essi la legge stabilisce una pena detentiva superiore nel minimo a quattro anni.

Art. 4.

Ai fini del computo della pena per l'applicazione dell'amnistia:

a) si ha riguardo alla pena stabilita dalla legge per ciascun reato consumato o tentato;

b) non si tiene conto dell'aumento della pena dipendente dalla continuazione;

c) si tiene conto delle circostanze aggravanti;

d) non si tiene conto delle circostanze attenuanti, fatta eccezione per l'età.

Art. 5.

Nei casi in cui per i reati preveduti negli articoli 1 e 2 la legge stabilisce una pena detentiva superiore nel minimo ai quattro anni, si osservano le disposizioni seguenti:

a) la pena dell'ergastolo è commutata in quella della reclusione per trenta anni;

b) le altre pene detentive, se superiori a cinque anni, sono ridotte di un terzo, ma in ogni caso la riduzione non può essere inferiore a cinque anni; se non superiori a cinque anni, sono interamente condonate;

c) le pene pecuniarie sono interamente condonate.

Art. 6.

L'indulto preveduto nell'articolo precedente è revocato di diritto, nei casi in cui chi ne ha usufruito riporti altra condanna per delitto non colposo punibile con pena detentiva superiore nel massimo ad un anno, commesso entro cinque anni dalla data del presente decreto.

Art. 7.

I benefici di cui al presente decreto si applicano anche ai recidivi preveduti nei capoversi dell'art. 99 del Codice penale, fermo restando il divieto di cui alla seconda parte dell'ultimo comma dell'art. 151 del Codice penale.

Art. 8.

L'amnistia non si applica nei casi in cui l'imputato, prima che sia pronunciata sentenza di non doversi procedere in conseguenza della estinzione del reato per amnistia, dichiari di non volere usufruire del beneficio.

Art. 9.

Il presente decreto entra in vigore nel giorno stesso della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana ed ha efficacia per i fatti commessi anteriormente alla data del decreto medesimo.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 23 giugno 1947

DE NICOLA

DE GASPERI — GRASSI

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI

DECRETO DEL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO 2 aprile 1947, n. 514.

Autorizzazione all'istituto elettrotecnico nazionale « Galileo Ferraris » di Torino ad accettare una donazione.

N. 514. Decreto del Capo provvisorio dello Stato 2 aprile 1947, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, l'Istituto elettrotecnico nazionale « Galileo Ferraris » di Torino viene autorizzato ad accettare la donazione della somma di L. 25.000 nominali, disposta in suo favore dalla Cassa di risparmio di Torino, con atto pubblico in data 14 aprile 1944, per la istituzione di un premio di studio da intitolarsi alla medesima Cassa di risparmio.

Visto, *il Guardasigilli*: GULLO
Registrato alla Corte dei conti, addì 13 giugno 1947

DECRETO DEL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI 21 giugno 1947.

Convalida di licenziamenti di personale del Comitato centrale degli esperti, disposti tra l'8 settembre 1943 e il 4 giugno 1944.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Visti gli articoli 2, n. 1, e 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 ottobre 1944, n. 249, relativi all'assetto della legislazione nei territori liberati;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 12 ottobre 1945, n. 668;

Visto il decreto legislativo Presidenziale 25 giugno 1946, n. 12;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 23 dicembre 1946, n. 472;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 29 marzo 1947, n. 148;

Visto il rapporto presentato dal commissario liquidatore del Comitato centrale degli esperti circa le cessazioni dal servizio disposte tra l'8 settembre 1943 e il 4 giugno 1944;

Ritenuto che tali cessazioni ebbero luogo in corrispondenza ad una sensibile diminuzione delle attività del Comitato centrale degli esperti cagionata dalla situazione di guerra e dalla diminuzione del territorio sul quale il Comitato centrale degli esperti esercitava la sua attività;

Ritenuto che la conseguente limitata attività dell'ufficio consentiva solo una esigua utilizzazione di personale e che le cessazioni dal servizio hanno pertanto base in esigenze e criteri d'ordine amministrativo;

Ritenuto che il predetto Comitato non ha svolto alcuna attività posteriormente al 4 giugno 1944 e successivamente è stato soppresso e posto in liquidazione con il decreto 7 febbraio 1945 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 23 febbraio 1945, per cui le esigenze numeriche del personale si sono venute ulteriormente a ridurre in misura notevole;

Considerato che nel richiedere la convalida delle cessazioni dal servizio di cui sopra, il commissario liquidatore del Comitato centrale degli esperti dimostra che venne eseguito il metodo comparativo fra tutto il personale, graduandosi le richieste convalidate in base ai criteri dell'anzianità di servizio, del merito e della utilizzabilità dei vari impiegati in relazione alle esigenze della gestione in liquidazione;

Considerato, che la convalida delle suddette cessazioni dal servizio coincide con l'interesse dell'Amministrazione dello Stato di non aggravare ulteriormente il passivo del bilancio di per sè abbastanza rilevante del Comitato centrale degli esperti in liquidazione;

Sulla proposta dell'Alto Commissario per l'alimentazione;

Decreta:

Art. 1.

Sono convalidate le cessazioni dal servizio disposte dal Comitato centrale esperti dall'8 settembre 1943 al 4 giugno 1944 per i seguenti ex dipendenti:

Sirolesi Franco, Bono Francesco, Torchio Guido, Benghi Luisa, Berti Maria Luisa, Biagini Dina, Buresta Amelia, Caniato Gianna, Carassiti Giuliana, Campana Anna Maria, D'Amico Silvana, De Santis Maria, Di Curzio Alba, Di Giuseppe Sergio, Di Monopoli Giovanni, Di Paolantonio Lidia, De Paparo Laura, Enei Giulia, Fara Maria, Fermetti Maria, Fiaccarini Marcello, Fiaccarini Renata, Fiorelli Fiorina, Franceschetti Giuliana, Franceschetti Teresa, Franco Maria, Geri Ofelia, Lanari Antonio, Latini Velia, Marsili Agnese, Martinelli Giorgio, Petricca Luigi, Pizzari Luigi, Porreca Alessandra, Rivabene Luciana, Romani Lidia, Rosari Erina, Santoriello Enrico, Cucchia Giovanni, Barchiesi Arnaldo, Armilli Giulio, Fabbri Antonio, Peverelli Luigi, Mori Vittorio, Moroni Mario, Sarlo Teresa, Soldani Norma, Sordini Eburnea, Sturabotti Liliana, Torri Salvatore, Zannerini Silvana, Casale Angelo, De Grandi Ivaldo, Rossetti Giovanni, Cicogna Lino, Bendinelli Gino, Piero Pieri, Angelini Guerrino, Guarducci Ciro, Rusconi Maddalena, Petricca Anna, Marsili Giuliana, Del Bue Carlo, Micheletti Publio, Pellegrini Gaetano, Ferracuti Ferdinando, Marinelli Guglielmo, Castelli Leonida, Fiordiponti Nello, Paoletti Nello, Contessa Giulio;

dott. Mirri Francesco, Cianforlini Dario, Bartolucci Gina, Pierdica Liliana, Ilari Giuseppe, Adani Giuseppe, Paolini Giorgio, Branella Pietro, Perna Antonio, Petrella Luigi, Napolitano Pietro, Bellucci Anselmo, Berni Gino, Bertiglia Francesco, Biagini Paolo, Cioni Adolfo, Conforti Pietro, Galli Giuseppe, Geminiani Pietro, Muto Vittorio, Castelli Franco, Gherardi Aldo, Saponelli Gino, Mazzuoli Giuseppe, Minzoni Dino, Palumbo Donata, Andretta Giuseppe, Armano Pietro, Bagattin Augusto, Beltrani Pasquale, Bigri Armando, Bovetti Ambrogio, Corraini Luigi, Del Poggetto Giuseppe, Farina Luigi, Franzoso Giuseppe, Gordini Amedeo, Groppo Giovanni, Lasagni Mario, Manfredi Arturo, Molteni Francesco, Montuschi Giacomo, Ronchi Ugo, Rossi Orlando, Appiano Ernesto, Argnani Ettore, Filiberti Renato, Griffante Mario, Mingozzi Carlo, Orlandi Alceste, Pellis Angelo, Taiti Oreste, Franchello Maria, Properzi Giuseppe, Rampazzo Antonio, Simoni Emilio, Stronati Augusto, Vallicelli Giuseppe, Ficara Francesco;

Graglia Giuseppe, Lasagni Renato, Pasti Paolino, Viroli Antonio, Cocchi Enrico, Cortinovis Carla, Bazzanti Giampietro, Brigati Luigi, Campari Felice, Carini Andrea, Guardigli Guido, Lodigiani Antonello, Moroncini Nazzareno, Muzzi Alessandro, Sorgoni Oscar, Valbonesi Armando, Vecchi Bruno, Viroli Dino, Bendinelli Gino, Bacchiocchi Armando, Sgarbi Gilberto, Belelli Guido, Buggiani Corrado, De Paolis Francesco, Guidotti Carlo, Marinelli Mario, Serra Dino, Torchio Lamberto, Bellini Corrado, Bignami Cesare, Buti Gino, Dall'Olio Stefano, Fantacci Alfredo, Rioresi Michele, Galeazzi Pietro, Giusti Ernesto, Ilari Giuseppe, Lombardi Gino, Marchetti Ugo, Moncelsi Giuseppe.

Art. 2.

Il presente decreto sostituisce, a tutti gli effetti, il decreto dell'Alto Commissario per l'alimentazione in data 26 maggio 1945 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 30 maggio 1945.

Roma, addì 21 giugno 1947

Il Presidente del Consiglio dei Ministri
DE GASPERI

L'Alto Commissario per l'alimentazione
RONCHI

(2868)

DECRETO DEL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI 21 giugno 1947.

Convalida di licenziamenti di personale dell'Associazione nazionale Consorzi provinciali macellai per le carni, disposti tra l'8 settembre 1943 e il 4 giugno 1944.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Visti gli articoli 2, n. 1, e 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 ottobre 1944, n. 249, relativi all'assetto della legislazione nei territori liberati;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 12 ottobre 1945, n. 668;

Visto il decreto legislativo Presidenziale 25 giugno 1946, n. 12;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 23 dicembre 1946, n. 472;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 29 marzo 1947, n. 148;

Visto il rapporto presentato dal commissario liquidatore dell'Associazione nazionale Consorzi provinciali macellai per le carni circa le cessazioni dal servizio disposte tra l'8 settembre 1943 e il 4 giugno 1944;

Ritenuto che tali cessazioni ebbero luogo in corrispondenza ad una sensibile diminuzione delle attività del Consocarni cagionata dalla situazione di guerra e dalla diminuzione del territorio sul quale il Consocarni esercitava la sua attività;

Ritenuto che la conseguente limitata attività dell'ente consentiva solo una esigua utilizzazione di personale e che le cessazioni dal servizio hanno pertanto base in esigenze e criteri d'ordine amministrativo;

Ritenuto che il predetto ente non ha svolto alcuna attività posteriormente al 4 giugno 1944 e successivamente è stato soppresso e posto in liquidazione con il decreto 7 febbraio 1945 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 23 febbraio 1945, per cui le esigenze numeriche del personale si sono venute ulteriormente a ridurre in misura notevole;

Considerato che nel richiedere la convalida delle cessazioni dal servizio di cui sopra, il commissario liquidatore del Consocarni dimostra che venne seguito il metodo comparativo fra tutto il personale graduandosi le richieste convalidate in base ai criteri dell'anzianità di servizio, del merito e della utilizzazione dei vari impiegati in relazione alle esigenze della gestione di liquidazione;

Considerato che la convalida delle suddette cessazioni dal servizio coincide con l'interesse dell'Amministrazione dello Stato di non aggravare ulteriormente il passivo del bilancio di per sè abbastanza rilevante del Consocarni in liquidazione;

Sulla proposta dell'Alto Commissario per l'alimentazione;

Decreta:

Art. 1.

Sono convalidate le cessazioni dal servizio disposte dall'Associazione nazionale Consorzi provinciali macellai per le carni, dall'8 settembre 1943 al 4 giugno 1944, per i seguenti ex dipendenti:

Albano Marcella, Amodio Antonio, Anselmi Osvaldo, Antonucci Orlando, Antonucci Silvia, Ala Francesco, Armao Maria, Aschelter Giovanni, Aureli Valeria, Bachi Maria, Bagaglia Mario, Balestra Italo, Banci Amedeo, Bartolucci Vera, Battaglia Fernanda, Belli Vera, Benedetti Bice, Benedetti Mario di Antonio, Benedetti Mario fu Silvestro, Bernardi Carla, Bernardi Piera, Berretti Gina, Binaco Viviana, Binarelli Elsa, Binarelli Manlio, Bisica Renata, Bonanni Lea, Brasi Olga, Bregni Gabriella, Carabella Ivana, Carletti Jolanda, Celentano Giuseppe, Celoni Anita, Cenci Miseno, Cesarano Emma, Chiappini Florindo, Chiari Maria, Chierico Michele, Chillari Maria Concetta, Cicala Luciano, Cicchinelli Rita, Cipollone Pina, Coco Arcangela, Confalone Maria, Conte Antonio, Corvaglia Vinicio, Costantini Antonio, Cristallini Adriana, Croce Guido, Cuccurullo Fernando, Confalone Ernesto, Contenti Maria, Cosso Elvira, D'Alessandro Giuliana, D'Andrea Marzio, De Angelis Gina, Degni Valeria, De Paoli Franco, Bruni Giovanbattista, Campana Domenico, Candellero Carolina, Dionisi Antonio, Di Rocco Mario, Di Vitto Amalia, De Iulis Isidoro, Fedeli Vera, Ferraro Domenico, Ferreri Rosario, Filisio Lamberto, Finaldi Gianfranco, Finocchiaro Giuseppe, Fiorini Emilio, Francini Lucia, Frattini Imelda, Fossati Edoardo, Gennari Vittoria, Ghezzi Antonio, Giordano Ines, Giannantonio Maria Luisa, Grilli Elena, Giustiniani Michelangelo, Grillia Ezio;

Ighili Silvano, Iob Irma, Lenci Giacomo, Leonardi Ines, Liotti Antonietta, Loreto Giorgio, Lucentini Matilde, Lazzarini Giuliana, Lopez Pasquale, Limiti Giuliana, Maestrini Giuseppe, Malpieri Anna Maria, Mancini Enza, Marincola Giorgio, Marongiu Franco, Massotti Benedetta, Melchiorri Liliana, Mele Gabriele, Migliorini Stelio, Silvestrini Ermenegildo, Soldani Fernanda, Sorrentino Iole, Spalvieri Giuseppe, Spila Alba, Sposito Maria, De Peppo Elisa, De Ritis Camillo, Di Fabio Ione, Moretti Mario, Murgia Michele, Mancuso Bruno, Magni Manasse, Nicoletti Noemi, Nitoglia Giovanni, Oliveri Pietro, Ottaviani Fausto, Pace Giuseppe, Pacciani Mario, Paganelli Vincenzo, Pagano Emanuele, Palazzi Luigi, Palazzo Amalia, Pallotta Gino, Panzieri Ida, Pappagallo Pietro, Pasquali Maria, Perazzini Giovanna, Perfetti Clara, Petrelli Gabriella, Pioli Silvana, Primo Giancarlo, Pasqualini Gabriella, Pavoni Renata, Risi Gianna, Roscetti Rossana, Rosellini Barbara, Reghini Ugo, Riccione Alberto, Rossi Lia, Renzi Lucia, Sabatini Laura, Sabbatini Maria, Salvi Letizia, Santori Adriana, Sbarra Teresa, Scaringi Gennaro, Scarozza Duilio, Schiavo Sabino, Terranova Rosa, Torrieri Maria Teresa, Valentini Silvana, Vannucci Augusto, Viligiardi Benito, Vitali Fernanda, Stampa Maria Pia, Mazzoni Florindo, Stoppini Filippo, Sibio Paola, Stramigioli Ferruccio, Salvati Giuseppe, Tamburini Antonietta, Tarascio Maria Luisa, Tarquini Franca, Tentoni Adele, Teza Maria, Tonelli Donato, Toscano Luciano, Terranova Antonietta, Vizzani Giorgio, Sbarigia Edvige, Valente Clemente, Zama Maria Luisa, Zeppieri Silvana, Xavier Da Silva Clara, Pettine Silvana, Fanti Liliana, Goi Giovanni, Sesino Costanza, Travaglini Otello, Carnevali Febo, Boni Angelo, Mongardini Teresa, Caruso Filippo.

Art. 2.

Il presente decreto sostituisce, a tutti gli effetti, il decreto dell'Alto Commissario per l'alimentazione in data 26 maggio 1945, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 30 maggio 1945.

Roma, addì 21 giugno 1947

Il Presidente del Consiglio dei Ministri
DE GASPERI

L'Alto Commissario per l'alimentazione
RONCHI

(2871)

DECRETO DEL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI 21 giugno 1947.

Convalida di licenziamenti di personale dell'Ufficio centrale approvvigionamento prodotti ortofrutticoli, disposti tra il 5 giugno 1944 e il 25 aprile 1945.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Visti gli articoli 2, n. 1, e 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 ottobre 1944, n. 249, relativi all'assetto della legislazione nei territori liberati;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 12 ottobre 1945, n. 668;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 23 dicembre 1946, n. 472;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 29 marzo 1947, n. 148;

Visto il rapporto presentato dal commissario liquidatore dell'Ufficio centrale approvvigionamenti prodotti ortofrutticoli circa le cessazioni dal servizio disposte tra il 5 giugno 1944 e il 25 aprile 1945;

Ritenuto che tali cessazioni ebbero luogo in corrispondenza ad una sensibile diminuzione delle attività dell'U.C.A.P.O., cagionata dalla situazione di guerra

e dalla graduale diminuzione del territorio sul quale l'U.C.A.P.O. esercitava la sua attività;

Ritenuto che le diminuite esigenze dell'Ufficio predetto determinavano una sempre più ridotta necessità di personale, e che le cessazioni dal servizio hanno pertanto base in esigenze e criteri d'ordine amministrativo;

Ritenuto che l'Ufficio stesso è stato soppresso e posto in liquidazione con il decreto 7 febbraio 1945 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 23 febbraio 1945;

Considerato che la convalida delle suddette cessazioni dal servizio coincide con l'interesse dell'Amministrazione dello Stato di non aggravare ulteriormente il passivo del bilancio di per sè abbastanza rilevante dell'Ufficio centrale approvvigionamento prodotti ortofrutticoli;

Sulla proposta dell'Alto Commissario per l'alimentazione;

Decreta:

Art. 1.

Sono convalidate le cessazioni dal servizio disposte dall'Ufficio centrale approvvigionamento prodotti ortofrutticoli dal 5 giugno 1944 al 25 aprile 1945 per i seguenti ex dipendenti:

Abiani Maria, Amelotti Giacomo, Bazzea Giovanni, Benvenuti Ercole, Benzoni Teresa, Cocco Dina, Cortesi Sergio, Ferraris Luigi, Paganini Olga, Parotti Renza, Berti Antonio, Bertocco Maria, Bertoni Mario, Bombonato Antonio, Bonora Iole, Borile Sergio, Bressadola Giuseppe, Brunetti Magda, Bruno Guido, Bulegato Mario, Buogo Marcella, Buzzanca Giovanni, Cairone Vincenzo, Capano Evelina, Caravati Giovanna, Carrara Emilia, Casagrande Ave, Cocco Ada, Pasciuta Calogero, Pasciuta Girolamo, Ravanello Giuseppe, Piton Giuseppe, Radaelli Maria Luisa, Ricupero Gaetano, Robatto Angelo, Romani Angelo, Roncaroli Carla, Rossi Adriana, Roveta Maria, Santariello Elena, Scanavini Gianna, Sinion Elvira, Speziani Bruna, Stellin Cherubina, Tribuno Carlo, Zambelli Meris.

Art. 2.

Il presente decreto sostituisce, a tutti gli effetti, il decreto dell'Alto Commissario per l'alimentazione in data 17 giugno 1946, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 21 dicembre 1946.

Roma, addì 21 giugno 1947

Il Presidente del Consiglio dei Ministri
DE GASPERI

L'Alto Commissario per l'alimentazione
RONCHI

(2869)

DECRETO DEL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI 21 giugno 1947.

Convalida di licenziamenti di personale della Commissione centrale per il controllo del vino, disposti tra l'8 settembre 1943 e il 4 giugno 1944.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Visti gli articoli 2, n. 1, e 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 ottobre 1944, n. 249, relativi all'assetto della legislazione nei territori liberati;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 12 ottobre 1945, n. 668;

Visto il decreto legislativo Presidenziale 25 giugno 1946, n. 12;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 23 dicembre 1946, n. 472;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 29 marzo 1947, n. 148;

Visto il rapporto presentato dal commissario liquidatore della Commissione centrale per il controllo del vino circa le cessazioni dal servizio disposte tra l'8 settembre 1943 e il 4 giugno 1944;

Ritenuto che tali cessazioni ebbero luogo in corrispondenza ad una sensibile diminuzione delle attività della Cocevin cagionata dalla situazione di guerra e dalla diminuzione del territorio sul quale la Cocevin esercitava la sua attività;

Ritenuto che la conseguente limitata attività della Commissione consentiva solo una esigua utilizzazione del personale e che le cessazioni dal servizio hanno pertanto base in esigenze e criteri d'ordine amministrativo;

Ritenuto che la predetta Commissione non ha svolto alcuna attività posteriormente al 4 giugno 1944 e successivamente è stata soppressa e posta in liquidazione con il decreto 7 febbraio 1945, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 23 febbraio 1945, per cui le esigenze numeriche del personale si sono venute ulteriormente a ridurre in misura notevole;

Considerato che nel richiedere la convalida delle cessazioni dal servizio di cui sopra, il commissario liquidatore della Cocevin dimostra che venne seguito il metodo comparativo fra tutto il personale graduandosi le richieste convalidate in base ai criteri dell'anzianità del servizio, del merito e della utilizzabilità dei vari impiegati in relazione alle esigenze della gestione della liquidazione;

Considerato che la convalida delle suddette cessazioni dal servizio coincide con l'interesse dell'Amministrazione dello Stato di non aggravare ulteriormente il passivo del bilancio di per sè abbastanza rilevante della Cocevin in liquidazione;

Sulla proposta dell'Alto Commissario per l'alimentazione;

Decreta:

Art. 1.

Sono convalidate le cessazioni dal servizio disposte dalla Commissione centrale per il controllo del vino, dall'8 settembre 1943 al 4 giugno 1944, per i seguenti ex dipendenti:

Benassi Gino, D'Ippolito Valentino, Cavaliere Nicola, De Freitas Adriana, Venditti Adalgisa, Ventura Giulio.

Art. 2.

Il presente decreto sostituisce, a tutti gli effetti, il decreto dell'Alto Commissario per l'alimentazione in data 26 maggio 1945, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 30 maggio 1945.

Roma, addì 21 giugno 1947

Il Presidente del Consiglio dei Ministri
DE GASPERI

L'Alto Commissario per l'alimentazione
RONCHI

(2870)

DECRETO MINISTERIALE 16 maggio 1947.
Ricostituzione dell'amministrazione ordinaria dell'Istituto sperimentale zootecnico di Roma.

IL MINISTRO
PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Visto il regio decreto 30 dicembre 1923, n. 3203, recante provvedimenti per le stazioni e gli istituti sperimentali agrari;

Visti i regi decreti 19 aprile 1925, n. 569, e 18 marzo 1928, n. 893, recanti norme relative all'ordinamento e al funzionamento dell'Istituto sperimentale zootecnico di Roma;

Visto il decreto Ministeriale 2 novembre 1944, registrato alla Corte dei conti il 15 stesso mese, registro n. 1 Ministero agricoltura e foreste, foglio n. 209, con il quale veniva sciolto il Consiglio di amministrazione dell'Istituto suddetto e nominato un commissario nella persona del dott. Renato Cianca;

Ritenuta l'opportunità di ricostituire l'amministrazione ordinaria dell'Istituto sperimentale zootecnico di Roma;

Decreta:

Il dott. Renato Cianca cessa dall'incarico di commissario dell'Istituto sperimentale zootecnico di Roma, di cui viene ricostituita l'amministrazione ordinaria ai sensi del regio decreto 18 marzo 1928, n. 893.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione e andrà in vigore dal giorno della pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 16 maggio 1947

Il Ministro: SEGNI

Registrato alla Corte dei conti, addì 19 giugno 1947
Registro Agricoltura e foreste n. 11, foglio n. 237.

(2842)

DECRETO MINISTERIALE 23 giugno 1947.
Divieto alla Società industria alimentare specializzata « Manitoba », con sede in Milano, di ampliare un impianto industriale.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto l'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 12 marzo 1946, n. 211;

Vista la denuncia presentata dalla Società industria alimentare specializzata « Manitoba », con sede in Milano, per ampliare il proprio stabilimento dolciario;

Visto l'esito dell'istruttoria;

Considerata l'attuale situazione dell'industria del ramo in rapporto alle esigenze del consumo ed alla disponibilità delle materie prime;

Su conforme parere della Commissione centrale dell'industria;

Decreta:

Alla Società industria alimentare specializzata « Manitoba », con sede in Milano, è vietato ampliare il proprio stabilimento dolciario.

Roma, addì 23 giugno 1947

Il Ministro: TOGNI

(2825)

DECRETO MINISTERIALE 23 giugno 1947.
Revoca del divieto fatto alla ditta « Mario Pavesi », di attivare, in Novara, un nuovo impianto industriale.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 12 marzo 1946, n. 211, sulla disciplina delle nuove iniziative industriali;

Visto il decreto Ministeriale 26 febbraio 1947, con il quale alla ditta « Mario Pavesi », con sede in Novara, è stato vietato attivare nuove attrezzature nel proprio biscottificio di Novara;

Vista l'istanza della ditta, intesa ad ottenere un riesame degli elementi formali del decreto di divieto;

Visto l'ultimo comma del 3° capoverso dell'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 12 marzo 1946, numero 211;

Su conforme parere della Commissione centrale dell'industria;

Decreta:

E' revocato il decreto Ministeriale 26 febbraio 1947, che vieta alla ditta « Mario Pavesi », di attivare, in Novara, nuove attrezzature nel proprio biscottificio di Novara.

Roma, addì 23 giugno 1947

Il Ministro: TOGNI

(2814)

DECRETO MINISTERIALE 23 giugno 1947.
Revoca del divieto fatto alla ditta « Luigi Peschiera », con sede in Roma, di attivare, in Voltana del comune di Lugo (Ravenna), un impianto industriale.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 12 marzo 1946, n. 211, sulla disciplina delle nuove iniziative industriali;

Visto il decreto Ministeriale 26 febbraio 1947, con il quale alla ditta « Luigi Peschiera », con sede in Roma, è stato vietato attivare, in Voltana del comune di Lugo (Ravenna), un impianto per la produzione di marmellate;

Vista l'istanza della ditta, intesa ad ottenere un riesame della propria iniziativa industriale;

Considerate le nuove circostanze emerse;

Su conforme parere della Commissione centrale dell'industria;

Decreta:

E' revocato il decreto Ministeriale 26 febbraio 1947, che vieta alla ditta « Luigi Peschiera », con sede in Roma, di attivare, in Voltana del comune di Lugo (Ravenna), un impianto per la produzione di marmellate.

Roma, addì 23 giugno 1947

Il Ministro: TOGNI

(2815)

DECRETO MINISTERIALE 23 giugno 1947.
Revoca del divieto fatto alla Società « Rumianca » Industria elettrica chimica e mineraria con sede in Torino, di attivare un nuovo impianto industriale.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 12 marzo 1946, n. 211, sulla disciplina delle nuove iniziative industriali;
Visto il decreto Ministeriale 27 gennaio 1947, con il quale alla Società « Rumianca » Industria elettrica chimica e mineraria con sede in Torino, è stato vietato di attivare nel proprio stabilimento di Pieve Vergonte (Novara), gli impianti per la produzione di litargirio, di polveri « Rumianca » all'ossicloruro di rame e di cianuro sodico;
Vista l'istanza di opposizione avanzata dalla ditta per ottenere un riesame della propria iniziativa industriale;
Considerate le nuove circostanze emerse;
Su conforme parere della Commissione centrale dell'industria;

Decreta:

E' revocato il decreto Ministeriale 27 gennaio 1947, soltanto per quanto vieta alla Società « Rumianca » Industria elettrica chimica e mineraria con sede in Torino, di attivare nel proprio stabilimento di Pieve Vergonte (Novara), gli impianti per la produzione di polvere « Rumianca » all'ossicloruro di rame e per la produzione di cianuro sodico.
Viene confermato il divieto di attivazione dell'impianto per la produzione di litargirio.

Roma, addì 23 giugno 1947

Il Ministro: TOGNI

(2812)

DECRETO MINISTERIALE 23 giugno 1947.
Divieto alla ditta « Maggiora Ermenegildo », con sede in Torino, di attivare un nuovo impianto industriale.

Il MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto l'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 12 marzo 1946, n. 211;
Vista la denuncia presentata dalla ditta « Maggiora Ermenegildo », con sede in Torino, per l'ampliamento del proprio biscottificio;
Visto l'esito dell'istruttoria;
Considerata l'attuale situazione dell'industria del ramo, in rapporto alle esigenze del consumo ed alla disponibilità di materie prime;
Su conforme parere della Commissione centrale dell'industria;

Decreta:

Alla ditta « Maggiora Ermenegildo, con sede in Torino, è vietato attivare le attrezzature costituenti l'ampliamento del proprio biscottificio di Torino.

Roma, addì 23 giugno 1947

Il Ministro: TOGNI

(2817)

DECRETO MINISTERIALE 23 giugno 1947.
Divieto alla S. A. « Vinal », con sede in Milano, di allestire un nuovo impianto industriale.

Il MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto l'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 12 marzo 1946, n. 211;
Vista la denuncia presentata dalla S. A. « Vinal », con sede in Milano, per allestire, in Santa Giulietta (Pavia), un impianto per la lavorazione delle bietole;
Visto l'esito dell'istruttoria;
Considerata l'attuale situazione dell'industria del ramo, in rapporto alle esigenze del consumo ed alla disponibilità di materie prime;
Su conforme parere della Commissione centrale dell'industria;

Decreta:

Alla S. A. « Vinal », con sede in Milano, è vietato allestire, in Santa Giulietta (Pavia), un impianto per la lavorazione delle bietole.

Roma, addì 23 giugno 1947

Il Ministro: TOGNI

(2818)

DECRETO MINISTERIALE 23 giugno 1947.
Divieto alla ditta « Mugnaini Ubaldo », con sede in Colle Val d'Elsa (Siena), di attivare un nuovo impianto industriale.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto l'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 12 marzo 1946, n. 211;
Vista la denuncia presentata dalla ditta « Mugnaini Ubaldo », con sede in Colle Val d'Elsa (Siena), per attivare una nuova vetreria;
Visto l'esito dell'istruttoria;
Considerata l'attuale situazione dell'industria del ramo in rapporto alle esigenze del consumo ed alla disponibilità delle materie prime;
Su conforme parere della Commissione centrale dell'industria;

Decreta:

Alla ditta « Mugnaini Ubaldo », con sede in Colle Val d'Elsa (Siena), è vietato attivare una nuova vetreria in detta località.

Roma, addì 23 giugno 1947

Il Ministro: TOGNI

(2821)

DECRETO MINISTERIALE 23 giugno 1947
Divieto alla Società « Mirka », con sede in Milano, di allestire un nuovo impianto industriale.

Il MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto l'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 12 marzo 1946, n. 211;
Viste le denuncie presentate dalla Società « Mirka », con sede in Milano, per allestire presso il proprio sta-

bilimento di San Giuliano Milanese, un impianto per la produzione di olii vegetali idrogenati, di margarina e di articoli dolciari;

Visto l'esito dell'istruttoria;

Considerata l'attuale situazione dell'industria del ramo, in rapporto alle esigenze del consumo;

Su conforme parere della Commissione centrale dell'industria;

Decreta:

Alla Società « Mirka », con sede in Milano, è vietato di allestire presso il proprio stabilimento di San Giuliano Milanese un impianto per la produzione di olii vegetali idrogenati, di margarina e di articoli dolciari.

Roma, addì 23 giugno 1947

Il Ministro: TOGNI

(2819)

DECRETO MINISTERIALE 23 giugno 1947.

Divieto alla ditta « I.L.G.A. » Industria Lavorazione Gomma ed Affini, con sede in Genova, di attivare un nuovo impianto industriale.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto l'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 12 marzo 1946, n. 211;

Vista la denuncia presentata dalla ditta « I.L.G.A. » Industria Lavorazione Gomma ed Affini, con sede in Genova, per allestire ed esercire un complesso di attrezzature per la produzione e riparazioni di pneumatici, per tessuti gommati, serbatoi per penne stilografiche e articoli tecnici stampati;

Visto l'esito dell'istruttoria;

Considerata l'attuale situazione dell'industria del ramo, in rapporto alle esigenze del consumo ed alla disponibilità di materie prime;

Su conforme parere della Commissione centrale dell'industria;

Decreta:

Alla ditta « I.L.G.A. » Industria Lavorazione Gomma ed Affini, con sede in Genova, è vietato di attivare le attrezzature per la produzione e riparazioni dei pneumatici.

Roma, addì 23 giugno 1947

Il Ministro: TOGNI

(2816)

DECRETO MINISTERIALE 23 giugno 1947.

Divieto alla ditta « S.I.V.A. » - Società Italiana Vetrerie e Affini, con sede in Milano, di ampliare un impianto industriale.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto l'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 12 marzo 1946, n. 211;

Vista la denuncia presentata dalla ditta « S.I.V.A. », con sede in Milano, per riattivare ed ampliare il proprio stabilimento vetrario in Milano;

Visto l'esito dell'istruttoria;

Considerata l'attuale situazione dell'industria del ramo in rapporto alle esigenze del consumo ed alla disponibilità delle materie prime;

Su conforme parere della Commissione centrale dell'industria;

Decreta:

Alla ditta « S.I.V.A. » Società Italiana Vetrerie e Affini, con sede in Milano, è vietato di ampliare il proprio stabilimento di Milano.

Roma, addì 23 giugno 1947

(2822) *Il Ministro*: TOGNI

DECRETO MINISTERIALE 23 giugno 1947.

Divieto alla ditta « Cavalierdoro e Gagliardi », con sede in Berra (Ferrara), di allestire un nuovo impianto industriale.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto l'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 12 marzo 1946, n. 211;

Viste le denuncie presentate dalla ditta « Cavalierdoro & Gagliardi », con sede in Berra (Ferrara), per allestire, in Berra (Ferrara), un nuovo pastificio;

Visto l'esito dell'istruttoria;

Considerata l'attuale situazione dell'industria del ramo in rapporto alle esigenze del consumo ed alla disponibilità delle materie prime;

Su conforme parere della Commissione centrale dell'industria;

Decreta:

Alla ditta « Cavalierdoro & Gagliardi », con sede in Berra (Ferrara), è vietato di allestire, in Berra, un nuovo pastificio.

Roma, addì 23 giugno 1947

(2824) *Il Ministro*: TOGNI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Esito del ricorso presentato da Palermi Raoul Felice avverso la sua iscrizione nell'elenco dei confidenti dell'O.V.R.A., pubblicato nel supplemento alla « Gazzetta Ufficiale » n. 145 del 2 luglio 1946.

COMMISSIONE PER L'ESAME DEI RICORSI DEI CONFIDENTI DELL'O.V.R.A.

N. 170 decisioni N. 200/946 Registro di ricorsi

L'anno 1947, il giorno 28 del mese di maggio, la Commissione per la decisione dei ricorsi dei confidenti dell'O.V.R.A. composta dei signori: dott. Cataldi Tommaso, presidente; dott. Polistina Ferdinando, membro; dott. Sciaudone Angelo, membro; con l'assistenza del segretario dott. Curcio Donato, ha preso in esame il ricorso presentato dal sig. Palermi Felice Raoul fu Ernesto e fu Annunziata Cerroni, nato a Firenze il 20 maggio 1864, residente in Roma, via dei Gracchi n. 195, ai sensi dell'art. 2 del regio decreto legislativo 25 maggio 1946, n. 424, per ottenere la cancellazione del suo nome

dall'elenco dei confidenti dell'O.V.R.A., pubblicato nel supplemento alla *Gazzetta Ufficiale* n. 145 del 2 luglio 1946.

Ha quindi adottato la seguente decisione:

(Omissis).

. . . Laonde ricorrono giusti motivi per ritenere che il ricorrente non debba essere annoverato quale confidente dell'O.V.R.A., non avendo fatto parte di tale organizzazione.

LA COMMISSIONE

Visto e applicato l'art. 2 del regio decreto legislativo 25 maggio 1946, n. 424, accoglie il ricorso proposto da Palermi Raoul Felice e ordina la cancellazione del suo nome dall'elenco dei confidenti dell'O.V.R.A., pubblicato nel supplemento alla *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 145 del 2 luglio 1947.

Roma, addì 28 maggio 1947

La Commissione
T. CATALDI - F. POLISTINA - A. SCIAUDONE

Il segretario: D. CURCIO

(2750)

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione alla Sezione di Milano dell'Ente nazionale per la protezione degli animali ad accettare un lascito

Con decreto Ministeriale in data 3 giugno 1947, numero 10.12043/10089.G., la Sezione di Milano dell'Ente nazionale per la protezione degli animali è autorizzata ad accettare il lascito di n. 10 azioni della Società anonima vetrerie milanesi Lucchini Perego e C., disposto in suo favore dalla signora Bonavia Giacinta, da Milano, con testamento olografo del 7 febbraio 1940, pubblicato per atti del notaio Giuseppe Quadri di Milano il 14 novembre 1941, n. 4538-1986 di rep., registrato a Milano il 20 novembre 1941, n. 6190, vol. 737-F.5.

(2759)

Autorizzazione al comune di Baricella ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1946

Con decreto interministeriale in data 29 marzo 1947, registrato alla Corte dei conti in data 9 giugno 1947, registro n. 9 Interno, foglio n. 275, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Baricella (Bologna), di un mutuo di L. 830.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1946.

(2774)

Autorizzazione al comune di Monopoli ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1946

Con decreto interministeriale in data 25 febbraio 1947, registrato alla Corte dei conti il 9 giugno 1947, registro n. 9 Interno, foglio n. 263, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Monopoli (Bari), di un mutuo di L. 1.900.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1946.

(2775)

Autorizzazione al comune di Terlizzi ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1946

Con decreto interministeriale in data 1° aprile 1947, registrato alla Corte dei conti il 9 giugno 1947, registro n. 9 Interno, foglio n. 270, è stata autorizzata l'assunzione, da parte dell'Amministrazione comunale di Terlizzi (Bari), di un mutuo di L. 410.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1946.

(2776)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Diffida per smarrimento di diploma di laurea

Il dott. Mario Calderisi di Giorgio, nato a San Vito sul-l'Jonio (Catanzaro) il 4 settembre 1917, ha dichiarato di avere smarrito il proprio diploma di laurea in scienze politiche, conseguito nel soppresso Istituto superiore « C. Alfieri » di Firenze il 3 novembre 1942.

Se ne dà notizia ai sensi e per gli effetti dell'art. 50, terzo comma, del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del diploma smarrito a consegnarlo alla Università di Firenze.

(2798)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Sdemanializzazione di una zona di terreno estromesso dal torrente Avisio

Con decreto interministeriale n. 522/1626 del 19 novembre 1946, è stato disposto il passaggio dal Demanio pubblico al patrimonio dello Stato del terreno demaniale in comune di Cavalese, individuato nel catasto del comune stesso, part. tav. 1229, foglio di possesso fondiario n. 1229, mappale 4, particella 5865/1, della superficie complessiva di mq. 8934 ed indicato nell'estratto di mappa catastale che fa parte integrante del decreto stesso.

(2760)

CONCORSI

MINISTERO DELLE POSTE E DELLE TELECOMUNICAZIONI

Concorso per esami a sedici posti di allievo ispettore (personale direttivo - grado 10°) nell'Azienda di Stato per i servizi telefonici.

IL MINISTRO
PER LE POSTE E LE TELECOMUNICAZIONI

Visto il regio decreto-legge 14 giugno 1925, n. 884, convertito in legge con la legge 18 marzo 1926, n. 562, e successive modificazioni ed aggiunte;

Visto il regio decreto 3 gennaio 1926, n. 88, e successive modificazioni;

Visto il regio decreto 19 luglio 1941, n. 943, recante modificazioni all'ordinamento degli uffici e del personale dell'Azienda di Stato per i servizi telefonici;

Visto l'art. 108 del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960;

Accertato che l'attuale situazione dell'organico della predetta Azienda consente di bandire un concorso per sedici posti di allievo ispettore (personale direttivo grado 10°), dei quali, tenuto conto degli impegni precedentemente assunti, sette possono essere riservati ai candidati interni trovantisi nelle condizioni prescritte, ai sensi dell'art. 3, quarto comma, del citato regio decreto 19 luglio 1941, n. 943, e nove sono da mettere a disposizione dei candidati esterni;

Vista la nota n. 54436 12106-1-3-1 del 7 gennaio 1946 della Presidenza del Consiglio dei Ministri, che autorizza a mettere a concorso i posti menzionti;

Sentito il Consiglio di amministrazione delle poste e delle telecomunicazioni;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per esami a sedici posti di allievo ispettore (personale direttivo grado 10°) nell'Azienda di Stato per i servizi telefonici, con lo stipendio iniziale e l'indennità di carovita corrispondenti a quelli stabiliti dalle norme in vigore per il personale di ruolo dello Stato appartenente al grado 10° del gruppo *A*.

Dei sedici posti anzidetti, sette sono riservati ai candidati interni, ai sensi dell'art. 3, comma quarto, del regio decreto 19 luglio 1941, n. 943, e precisamente agli aspiranti che alla data del presente decreto appartengano al personale a contratto dell'Azienda purchè abbiano conseguito o conseguano prima della scadenza del termine utile per la presentazione della domanda, il titolo di studio di cui al seguente art. 3.

Art. 2.

Tenuto conto dell'elevazione dei limiti di età per l'ammissione ai pubblici concorsi di cui al decreto legislativo luogotenenziale 4 gennaio 1945, n. 10, possono prendere parte al concorso previsto dal precedente art. 1, gli aspiranti che, alla data del presente decreto, non abbiano superato l'età di anni 33.

Detto limite è elevato ad anni 38 per gli ex combattenti, per i partigiani combattenti e per i cittadini deportati dal nemico, e ad anni 44 per i mutilati ed invalidi di guerra o per la lotta di liberazione, per i decorati al valor militare o promossi per merito di guerra.

I suddetti limiti sono inoltre elevati di due anni per coloro che siano coniugati alla data in cui scade il termine di presentazione delle domande di partecipazione al concorso e di un anno per ogni figlio vivente alla data medesima.

Tali aumenti sono cumulabili con quelli precedentemente indicati purchè complessivamente non si superino i 45 anni.

Non si applica alcun limite di età nei riguardi degli aspiranti che sono impiegati civili di ruolo dello Stato alla data del presente decreto, nonchè dei candidati interni di cui al secondo comma del precedente art. 1, e di quelli che alla data medesima appartengano al personale diurnista dell'Azienda di Stato per i servizi telefonici con almeno tre anni di continuativo servizio.

Si prescinde inoltre dal limite massimo di età nei confronti degli aspiranti che siano dipendenti civili non di ruolo dello Stato comunque denominati, ovvero siano salariati di ruolo e non di ruolo delle Amministrazioni dello Stato quando abbiano compiuto cinque anni di lodevole servizio.

Art. 3.

Gli aspiranti debbono essere muniti di diploma di laurea in giurisprudenza, od in scienze economiche e commerciali, o politiche e sociali, o economiche e marittime, o in lettere.

Art. 4 (a).

La domanda di ammissione al concorso, redatta su carta da bollo da L. 12, sarà indirizzata al Ministero delle poste e delle telecomunicazioni — Azienda di Stato per i servizi telefonici (Roma, via del Seminario) — e dovrà pervenire alla predetta Azienda (per i candidati interni tramite l'ufficio da cui dipendono), non oltre il termine di sessanta giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, corredata dei documenti sottoindicati.

I candidati interni avranno facoltà di produrre due domande entrambe in bollo: una per concorrere ai posti riservati di cui al secondo comma del precedente art. 1, ed una per concorrere agli altri posti.

Per i candidati interni, è ammesso fare riferimento a documenti presentati all'Azienda stessa, purchè siano stati rilasciati nelle prescritte forme legali e non siano scaduti di validità.

Per tutti gli aspiranti, non è ammesso fare riferimento a documenti presentati ad altre Amministrazioni, salvo i casi stabiliti da disposizioni speciali emanate dalla Presidenza del Consiglio dei Ministri.

Nella domanda, il concorrente dovrà specificare il proprio nome, cognome, paternità, domicilio e recapito, ed elencare tutti i documenti ad essa allegati:

a) diploma originale, o copia di esso in forma autentica, relativo al titolo di studio indicato nel precedente art. 3;

b) estratto, per riassunto, dell'atto di nascita, su carta da bollo da L. 16, e debitamente legalizzato;

c) certificato di cittadinanza italiana e di godimento dei diritti politici, su carta da bollo da L. 8, rilasciato dal sindaco del Comune di residenza e debitamente legalizzato;

d) certificato di buona condotta, su carta da bollo da L. 8, rilasciato al Comune di abituale residenza e legalizzato dal prefetto;

e) certificato generale del casellario giudiziale su carta da bollo da L. 24, debitamente legalizzato;

f) certificato medico di sana e robusta costituzione ed assenza di imperfezioni fisiche incompatibili con l'impiego, su carta da bollo da L. 8, rilasciato da un medico provinciale o militare o dall'ufficiale sanitario comunale o da un medico condotto.

Il certificato in parola, se rilasciato da un medico provinciale, dovrà essere legalizzato dal prefetto, se rilasciato da un medico militare dovrà essere legalizzato dalle superiori autorità militari, se rilasciato dall'ufficiale sanitario comunale o da un medico condotto, dovrà essere vistato dal sindaco e legalizzato dal prefetto.

Non sono ammessi certificati rilasciati da altri medici.

Tuttavia, per i candidati invalidi di guerra, il certificato dovrà essere rilasciato dall'autorità sanitaria di cui all'art. 14, n. 3, del regio decreto 29 gennaio 1922, n. 92, nella forma prescritta dal successivo art. 15 del regio decreto medesimo.

L'Amministrazione si riserva la facoltà di sottoporre ad una visita sanitaria di controllo gli aspiranti per i quali lo ritenga necessario;

g) copia dello stato di servizio militare o del foglio matricolare militare per coloro che abbiano prestato servizio militare, ovvero certificato di esito di leva per coloro che avendo concorso alla leva, non abbiano prestato servizio militare.

Coloro che abbiano partecipato nei reparti mobilitati dello esercito, della marina, o dell'aeronautica ad operazioni di guerra, presenteranno copia dello stato di servizio militare o del foglio matricolare militare annotata delle eventuali benemerenze di guerra, nonchè la dichiarazione integrativa ai sensi delle circolari n. 588 G.M. 1922, n. 957 G.M. 1936 e n. 755 G.M. 1942.

I decorati al valor militare, i feriti di guerra, ed i promossi di grado militare per merito di guerra, dovranno produrre l'originale o copia autentica del relativo brevetto o del documento di concessione della promozione.

I mutilati od invalidi di guerra, dovranno provare la loro qualità mediante la esibizione del certificato modello 69 rilasciato dalla Direzione generale delle pensioni di guerra, oppure di una attestazione di invalidità rilasciata dalla competente rappresentanza provinciale dell'Opera nazionale invalidi di guerra (vidimata dalla sede centrale dell'Opera stessa), in cui siano altresì indicati i documenti in base ai quali è stata riconosciuta la qualità di invalido ai fini dell'iscrizione nei ruoli provinciali.

Gli orfani dei caduti in guerra e i figli degli invalidi di guerra dovranno dimostrare la loro qualità: gli orfani di guerra mediante certificato su carta da bollo da L. 8 rilasciato dal competente Comitato provinciale dell'Opera nazionale per gli orfani di guerra legalizzato dal prefetto, ed i figli degli invalidi mediante uno dei documenti di cui al precedente comma, intestato al nome del padre.

I partigiani combattenti, i mutilati od invalidi per la lotta di liberazione, nonchè gli orfani dei caduti ed i figli degli invalidi per la lotta di liberazione ai quali sono estese rispettivamente le provvidenze emanate in favore degli ex combattenti, degli invalidi, degli orfani di guerra e dei figli di invalidi di guerra, dovranno comprovare il possesso di tali qualifiche mediante la esibizione dell'originale o di copia autentica del diploma rilasciato dalle Commissioni competenti istituite a norma del decreto legislativo luogotenenziale 21 agosto 1945, n. 518.

I reduci dalla deportazione, ai quali sono estese le provvidenze a favore degli ex combattenti e dei partigiani combattenti, dovranno provare la loro qualità mediante un'attestazione del Comune di residenza, vidimata dal prefetto;

h) stato di famiglia (per i candidati coniugati e per quelli vedovi con prole), su carta da bollo da L. 8, rilasciato dal sindaco del Comune di domicilio, e debitamente legalizzato.

I certificati di cui alle lettere *c*), *d*), *e*), *f*) ed *h*), debbono essere di data non anteriore di tre mesi a quella di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale*.

La legalizzazione delle firme non è necessaria per i certificati rilasciati dalle autorità residenti nel comune di Roma.

Coloro che appartengano al personale di ruolo delle Amministrazioni statali, civili, potranno presentare soltanto i documenti di cui alle lettere *a*), *g*), *h*), e copia dello stato di servizio civile rilasciato dal competente Ufficio del personale.

(*a*) Avvertenza importante: Ai sensi del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 11 aprile 1947, n. 242, gli importi della carta da bollo indicati nel presente articolo per la domanda e per i documenti da produrre dagli aspiranti, sono elevati rispettivamente da lire 8, 12, 16 e 24 a lire 24, 32, 40 e 60.

I candidati dipendenti non di ruolo dello Stato o salariati di ruolo e non di ruolo trovantisi nelle condizioni di cui all'ultimo comma dell'art. 2, presenteranno un certificato dell'Amministrazione di appartenenza attestante tale loro qualità, nonchè l'esatto periodo di servizio reso, con l'indicazione se il servizio stesso sia stato prestato lodevolmente.

I requisiti per ottenere l'ammissione debbono essere posseduti prima della scadenza del termine utile per la presentazione della domanda, ad eccezione del requisito dell'età di cui gli aspiranti debbono essere provvisti alla data del presente bando, e salvo quanto disposto dall'art. 1, comma secondo, del presente decreto circa l'appartenenza del candidato al personale a contratto dell'Azienda di Stato per i servizi telefonici.

Art. 5.

Delle domande che entro il termine fissato dal primo comma del precedente art. 4, non pervengano per qualsiasi causa alla destinazione ivi indicata, e di quelle con documentazione incompleta od irregolare, non sarà tenuto conto, ed i richiedenti non saranno ammessi al concorso.

Tuttavia ai candidati ex combattenti è concessa la possibilità di presentare la dichiarazione integrativa di cui alla lettera *g*), comma secondo, del precedente art. 4, oltre il termine sopra ricordato ma non oltre la data della prova orale, alla quale, in difetto di tale presentazione, i medesimi non potranno essere ammessi se la qualità di ex combattente è per essi condizione indispensabile per la partecipazione al concorso.

Ai candidati che saranno stati ammessi alla prova orale, è fatta salva la facoltà di produrre, prima di sostenere detta prova, quei documenti che attestino nei loro confronti nuovi titoli preferenziali agli effetti del disposto dei seguenti articoli 7 e 8.

Art. 6.

Gli elenchi dei candidati ammessi e non ammessi al concorso saranno approvati con decreto Ministeriale insindacabile.

La negata ammissione non sarà motivata.

Il decreto di approvazione degli elenchi dei candidati ammessi e non ammessi sarà pubblicato nel bollettino del Ministero delle poste e delle telecomunicazioni.

Gli ammessi al concorso, dovranno esibire all'inizio di ciascuna prova di esame, come certificato di riconoscimento, la carta d'identità o la tessera postale di riconoscimento.

Per i concorrenti che siano impiegati statali, è sufficiente il libretto ferroviario.

Art. 7.

L'esame consta di tre prove scritte e di una prova orale, in base al programma annesso al presente decreto.

Sono ammessi alla prova orale i candidati che abbiano riportato una media di almeno sette decimi nelle prove scritte e non meno di sei decimi in ciascuna di esse.

La prova orale non si intende superata se il candidato non ottenga almeno la votazione di sei decimi.

La votazione complessiva è stabilita dalla somma della media dei punti riportati nelle prove scritte, e del punto ottenuto in quella orale.

Per i candidati interni, i quali concorrano ai posti riservati di cui al secondo comma del precedente art. 1 sarà aggiunto a tale votazione complessiva un coefficiente di anzianità calcolato in punti 1, punti 0,66, punti 0,50 e punti 0,33 per ogni anno di servizio, o frazione di anno superiore a sei mesi, prestato alle dipendenze dell'Azienda rispettivamente nel ruolo del personale direttivo, nei ruoli del personale amministrativo od esecutivo con trattamento di gruppo *B*, nei ruoli in parola ed in quelli d'ordine con trattamento di gruppo *C* compresi gli anni eventualmente prestati nella tabella *B* ad eccezione di quelli inerenti alle qualifiche del personale subalterno, ed infine del personale non di ruolo dell'Azienda con qualifiche diverse da quelle del personale subalterno.

Qualora per qualche candidato, adottando il criterio di cui sopra, il coefficiente di anzianità risultasse superiore ai punti 20, esso sarà riportato a tale massimo, riducendosi, però, proporzionalmente il coefficiente di anzianità medesimo attribuito agli altri candidati.

La graduatoria dei concorrenti idonei è formata secondo l'ordine dei punti della votazione complessiva, ivi aggiunto il coefficiente di cui sopra.

A parità di voti, saranno applicate le preferenze stabilite dall'art. 1 del regio decreto-legge 5 luglio 1934, n. 1176, e successive modificazioni in materia.

Art. 8.

I posti messi a concorso saranno assegnati ai primi riusciti nella graduatoria di cui all'articolo precedente ferma restando la riserva stabilita dal secondo comma dell'art. 1 nei riguardi dei candidati interni idonei ivi contemplati e con l'avvertenza che, tanto sull'aliquota dei posti spettanti agli esterni, quanto su quella dei posti relativi agli interni, dovranno applicarsi le seguenti altre riserve a favore dei candidati idonei rispettivamente esterni ed interni che ne abbiano titolo:

a) un decimo dei posti è riservato ai candidati idonei mutilati o invalidi di guerra o per la lotta di liberazione;

b) la metà dei posti, compresi quelli di cui ai punto *a*), è riservata ai candidati idonei ex combattenti, o partigiani combattenti, o cittadini deportati dal nemico;

c) in caso che con le categorie indicate ai punti *a*) e *b*) non si copra la metà dei posti, i rimanenti posti disponibili su detta percentuale sono riservati ai candidati idonei orfani di caduti in guerra e per la lotta di liberazione ed ai figli degli invalidi per gli stessi motivi, semprechè per questi ultimi ricorrano le circostanze di cui all'art. 8 del regio decreto 26 luglio 1929, n. 1397.

Dovrà peraltro tenersi presente che ai candidati interni i quali beneficino del coefficiente di anzianità a norma dell'articolo precedente non potrà essere attribuito un numero di posti superiore a quello stabilito con la riserva che li riguarda. I candidati interni non riusciti in detto numero e che abbiano chiesto di concorrere anche per i posti inerenti agli esterni, saranno trattati alla stessa stregua di questi ultimi, prescindendosi cioè, ai soli effetti dell'assegnazione dei posti messi a concorso, dal coefficiente di anzianità.

Qualora i posti riservati agli interni non vengano con questi interamente coperti, l'Amministrazione si riserva la facoltà di conferirli ai candidati esterni idonei con le norme di cui al primo comma.

La graduatoria suddetta verrà approvata con decreto Ministeriale da pubblicare nel bollettino del Ministero delle poste e delle telecomunicazioni con l'indicazione della decorrenza di nomina dei riusciti.

Art. 9.

La Commissione esaminatrice sarà composta di un consigliere di Stato, presidente; di un professore universitario, membro; e di un funzionario dell'Azienda di grado non inferiore al 7°, membro.

Avrà le funzioni di segretario un impiegato di grado non inferiore al 9°.

Con successivo decreto Ministeriale, sarà nominata la detta Commissione esaminatrice e saranno stabiliti i giorni e la sede in cui avranno luogo gli esami.

Art. 10.

I vincitori del concorso che, senza giustificato motivo, a giudizio dell'Amministrazione, non assumano servizio nella residenza assegnata entro il termine loro fissato, saranno considerati dimissionari senza bisogno di diffida, ma potranno, se aspiranti interni, conservare la qualità rivestita nell'Azienda all'atto in cui hanno preso parte al concorso.

I loro posti saranno assegnati ai candidati idonei che seguono nella graduatoria i vincitori, secondo le norme di cui all'art. 8.

Art. 11.

Salvo il disposto del quinto comma del presente articolo, i vincitori del concorso saranno assunti temporaneamente in prova ed ammessi a stipulare un contratto provvisorio della durata di sei mesi.

Durante tale periodo ad essi spetterà un assegno mensile pari al dodicesimo dello stipendio iniziale del grado 10° dei ruoli di gruppo *A* più l'indennità di carovita prevista dagli articoli 2 e seguenti del decreto legislativo luogotenenziale 21 novembre 1945, n. 722, e successive modificazioni.

Ai vincitori che provengono dal personale a stipendio dell'Azienda ovvero da quello di ruolo di altre Amministrazioni statali, sarà applicato, se più favorevole, il disposto dell'art. 1 del regio decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 46, mentre a coloro che provengono dal personale di tabella *B* o del quadro speciale o diurnista dell'Azienda stessa ovvero dal personale statale non di ruolo, sarà conferito l'eventuale assegno personale di cui all'art. 4 del regio decreto-legge 26 luglio 1925, n. 1256.

Se alla fine del periodo di prova i vincitori suddetti avranno ottenuto giudizio favorevole dal Consiglio di amministra-

zione, saranno nominati allievi ispettori ed ammessi alla stipulazione del contratto regolare ai sensi del regio decreto legge 14 giugno 1925, n. 884, e successive modificazioni, con decorrenza dalla data di assunzione in prova, intendendosi quindi compreso nella durata di tale contratto, il periodo prestato in base al contratto provvisorio di cui al primo comma del presente articolo.

La stipulazione retroattiva di che trattasi, pur non dando luogo a compenso riguardo alle competenze eventualmente fruite in meno, avrà efficacia per quanto concerne la decorrenza della nomina agli effetti giuridici, nonchè il versamento dei premi di assicurazione.

Il periodo di prova potrà essere dal Consiglio di amministrazione prorogato per non oltre sei mesi, verso corrispondente rinnovo del contratto provvisorio, per quel personale cui non ritenga opportuno conferire la nomina, ma in tal caso, pur applicandosi il disposto del comma precedente, gli interessati perderanno il proprio turno di classificazione rispetto agli altri vincitori.

Coloro che al termine del periodo di prova non saranno stati, a giudizio insindacabile del Consiglio di amministrazione, riconosciuti idonei, se estranei verranno licenziati senza diritto ad indennizzo alcuno; se interni, di cui al secondo comma dell'art. 1, potranno essere riammessi alla stipulazione del contratto nella qualità già rivestita prima di iniziare la prova, verso ripristino del trattamento inerente a tale qualità, con effetto giuridico dalla data in cui ne cessarono, e con effetto economico dalla data di scadenza del predetto periodo di prova.

Saranno esentati dal periodo di prova i vincitori che appartengano al personale di tabella *A* o di tabella *B* della Azienda se, a giudizio dell'Amministrazione, abbiano già esercitato mansioni proprie dei ruoli di gruppo *A* per almeno sei mesi, ed alla stessa condizione quelli provenienti dal personale del quadro speciale i quali ultimi inoltre abbiano prestato servizio per almeno un anno.

Per quanto altro riguarda sia l'esenzione dal servizio di prova, sia il trattamento economico dei vincitori, in relazione alla loro provenienza dal personale a contratto o non a contratto dell'Azienda, ovvero dal personale di ruolo o non di ruolo di altre Amministrazioni statali, saranno applicate e sempre se più favorevoli, le norme generali vigenti in materia per le Amministrazioni dello Stato.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 7 maggio 1947

Il Ministro: CACCIATORE

Registrato alla Corte dei conti, addì 9 giugno 1947
Registro Ufficio riscontro poste n. 9, foglio n. 237. — FAGGIANI

Programma per l'esame di concorso

MATERIE DI ESAME SCRITTO

1. — Diritto amministrativo Concetto e fonti del diritto amministrativo - Concetto ed organizzazione della pubblica amministrazione - I funzionari ed i pubblici impiegati e loro responsabilità - Amministrazione centrale - Amministrazione locale governativa - Amministrazione locale ausiliaria - Enti ausiliari dello Stato - I Comuni - Le Provincie - Enti ausiliari istituzionali - Teoria degli atti amministrativi - Difesa del cittadino contro gli atti dell'Amministrazione pubblica - La giustizia amministrativa - Consiglio di Stato - Corte dei conti.

2. — Diritto civile - Del diritto civile in generale - Requisiti essenziali delle leggi, loro effetti e durata - Interpretazione - Effetto retroattivo - Consuetudine - Persone fisiche e giuridiche - Capacità - Parentela ed affinità - Filiazioni - Cittadinanza - Residenza, domicilio - Assenza.

Beni e loro suddivisioni - Proprietà - Modo di acquisto - Limitazione al diritto di proprietà - Possesso e suoi effetti - Servitù personali e servitù prediali.

Successione legittima e testamentaria.

Obbligazioni in generale e loro fonti - Estinzione delle obbligazioni - Dei contratti in generale - Dei singoli contratti - Della gestione di affari - Del pagamento dell'indebito - Dell'arricchimento senza causa - Dei fatti illeciti.

3. — Scienza delle finanze - Principi fondamentali della legislazione finanziaria - Spese pubbliche e relative norme giuridiche - Principi giuridici, economici e amministrativi delle imposte - Imposte dirette e indirette - Tasse - Privative fiscali - Entrate ordinarie - Entrate straordinarie in generale - Debito pubblico, conversione ed estinzione.

MATERIE DI ESAME ORALE

Oltre le materie dell'esame scritto:

1. — Nozioni di diritto costituzionale.

2. — Elementi di diritto penale con speciale riguardo ai delitti contro la pubblica amministrazione e l'amministrazione della giustizia.

3. — Libro V e VI del Codice civile.

4. — Geografia delle comunicazioni.

5. — Nozioni sull'amministrazione del patrimonio e contabilità generale dello Stato - Scopo ed importanza della contabilità generale dello Stato - Demanio pubblico e patrimonio dello Stato - Beni immobili e mobili patrimoniali - Procedimento per gli incanti, per le licitazioni, per gli appalti concorsi e per le trattative private Stipulazione, approvazione ed esecuzione dei contratti - Collaudazione dei lavori e delle forniture - Anno finanziario - Bilancio di previsione - Rendiconto generale consuntivo - Residui attivi e passivi - Aggiunte e variazioni al bilancio di previsione - Ragioneria generale e ragioneria delle Amministrazioni centrali - Direzione generale del tesoro - Sezione di tesoreria - Entrate dello Stato - Spese dello Stato e loro impegno, liquidazione e pagamento - Spese fisse - Responsabilità dei pubblici funzionari e degli agenti contabili - Conti giudiziali.

6. — Elementi di statistica - Generalità - La funzione del procedimento induttivo nell'indagine scientifica - Concetto di statistica - I dati statistici - La rilevazione e lo spoglio - Organi proposti alle rilevazioni statistiche - Organi centrali e organi periferici - L'Istituto centrale di statistica Valutazione critica dei dati - Errori, loro scoperta ed eliminazione I metodi statistici - La metodologia statistica - L'espressione numerica e i metodi matematici nella statistica - Le leggi statistiche - La regolarità dei fenomeni statistici - Cenni sul principio di probabilità - Legge dei grandi numeri - Statistica applicata.

Il Ministro: CACCIATORE

(2782)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.